

R-5

Logiciels libres

De multiples expériences étrangères et locales démontrent, qu'aujourd'hui, les logiciels libres se révèlent un choix adéquat comme élément de la stratégie d'informatisation d'une administration publique.

Le recours à des logiciels libres assure :

- la pérennité de l'information,
- le libre accès à l'information publique,
- le développement économique local,
- l'atténuation de la fracture numérique,
- et l'indépendance par rapport aux fournisseurs.

Les logiciels libres offrent un grand potentiel en matière de sécurité de l'information et de protection de la vie privée des citoyens. En effet, la possibilité d'examiner (et ultimement de le corriger) le code source des logiciels utilisés par l'état offre la possibilité de détecter tout code-espion, tout mécanisme de prise de contrôle à distance ou tout traitement fautif de l'information.

Le logiciel libre s'inscrit parfaitement dans une stratégie d'architecture ouverte de laquelle découle l'adoption de normes et de standards ouverts assurant l'interopérabilité. Il intègre dès sa conception la plupart des normes et des standards ouverts existants.

En informatique, les administrations publiques utilisent et respectent les normes (ISO, etc.) et les standards ouverts (W3C, IETF, etc.) comme bonnes pratiques afin de garantir la pérennité des données et des documents. Les organisations peuvent ainsi développer leur mémoire collective et interagir facilement.

Le gouvernement est à compléter une stratégie pour se donner les moyens de tirer pleinement profit du mouvement planétaire du logiciel libre. Pour ce faire, il prévoit encadrer les efforts d'introduction et d'utilisation des logiciels libres au gouvernement du Québec.

No: 200-17-009506-080

**COUR SUPÉRIEURE
DISTRICT DE QUÉBEC**

SAVOIR-FAIRE LINUX INC., personne morale ayant une
place d'affaire au 7275, Saint-Urbain, bureau 306,
Montréal (Québec) H2R 2Y5

Demanderesse

c.

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC, personne morale de
droit public ayant son siège social au 2600, boul. Laurier,
Québec (Québec) G1V 4T3

Défenderesse

-et-

FOURNITURES ET AMEUBLEMENT DU QUÉBEC,

1200 rue Tallon, Québec (Québec) G1N 3V5

-et-

MICROSOFT CANADA, personne morale ayant une
place d'affaire à Place de la Cité, 2640, boul. Laurier,
Québec (Québec) G1V 5C2

-et-

PROCURÉUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC, 300, boul.
Jean-Lesage, Bureau 1.03, Québec (Québec) G1K 8K6

Mis en cause

PIÈCE R-5

COPIE POUR SAVOIR-FAIRE LINUX INC.

AR00085

MARC-AURÉLE RACICOT

Avocat – Lawyer

2425, boul. de la Concorde Est

Laval (Québec) H7E 2A9

Tel: (450) 933-0950 Fax: (450) 933-0851

ND: M-08-011